

Observatoire
des prix

Le conseil général baisse ses taxes

La troisième réunion de l'Observatoire des prix ce lundi 2 juin a été la bonne. Des actions concrètes ont été décidées. En premier lieu, les taxes sur le riz sont annulées et abaissées sur d'autres produits.

On entend déjà les critiques. Celles des syndicalistes, devenus depuis près de deux ans les défenseurs des consommateurs plus que ceux des employés et ouvriers : "Mesurettes", "coup d'épée dans l'eau"... A première vue les conclusions de l'Observatoire des prix, sans qu'il soit considéré comme une montagne, accouchent d'une souris. Deux axes pour la lutte contre la montée de prix ont été privilégiés : l'abaissement des taxes prélevées pour le compte du conseil général et l'ouverture de nouvelles filières d'approvisionnement. Cette dernière mesure qui concerne Madagascar et l'Union des Comores a déjà été annoncée par le secrétaire d'Etat à l'Outremer, Yves Jégo lors de son dernier séjour dans l'île en mai. Alors, la seule véritable action décidée, c'est le conseil général qui devrait la soutenir. Il faut que les élus se mettent d'accord, le 9 juin prochain lors de la session ordinaire. Fin de la taxation sur le riz, abaissement de celle-ci sur les pâtes (de 10% à 5% par rapport aux droits de douanes et de 15% à 5% pour la taxe de consommation), la farine (chute identique sur

les droits de douanes et de 15% à 3% sur la taxe de consommation), le lait en poudre (de 8% à 3% pour la taxe de consommation) et de 15% à 10% pour le lait en brique. Les marchés des œufs et des végétaux vont être libéralisés car la production locale d'œufs s'avère compétitive et la demande est en forte hausse. Pour ce qui est de la production agricole, celle-ci ne suffit pas à satisfaire la demande locale. "Je rappelle que l'Etat ne prélève aucune taxe dans l'île. Il était donc logique que le conseil général soit le premier acteur dans la lutte contre l'élévation des prix sur les denrées de première nécessité. Ce sont des actions qui nous permettent une certaine réactivité. Une réactivité que ne possède pas la Réunion par exemple", observe Christophe du Payrat, le sous-préfet, lors du compte-rendu sur les travaux de l'Observatoire des prix et des revenus qui s'est déroulé ce mercredi à la préfecture. Ce rendez-vous a été l'occasion pour la préfecture de revenir sur différentes études menées par l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) : le budget des familles

en 2005, l'indice des prix à la consommation et le mode de formation des prix. Si les deux premières montrent des références denses et sérieuses (près de 2000 ménages étudiés, 1000 relevés par mois de prix, soit 90% de la dépense globale d'un ménage réalisées dans 107 points de ventes), celle sur la formation des prix semble plus légère. Elle ne prend pas en compte le coût de la ressource humaine qui par exemple dans le BTP représente 43% du BT 01 (tous les composants nécessaires à la construction de bâtiment) d'après l'Observatoire économique du bâtiment mis en place l'an dernier. La marge prise par les distributeurs laisse perplexe. Elle apparaît comme minorée. "Il est difficile aux grands distributeurs de tout nous dire. La substantifique moelle de leur métier se trouve dans ce jeu des marges. Je vais moins marger ce produit pour attirer les clients, plus celui-là pour gagner plus, etc. Je trouve qu'ils ont quand même joué le jeu", remarque Matthieu Morando, le directeur de l'Insee. Un tableau plus consistant sur la formation des prix compare le prix en vente et celui après taxation. Des écarts apparaissent comme sur le fromage (104% de différence), mais ce tableau n'est pas publiable malheureusement. "Il constitue notre base de travail", se défend Christophe du Payrat. Malgré tout un goût d'inache-



Matthieu Morando de l'Insee et Christophe du Payrat de la préfecture (à gauche) ont rendu publics les travaux de l'Observatoire des prix ce mercredi. Première mesure phare, l'abaissement de la taxation sur les denrées de première nécessité.

vé persiste. Simple sensation peut-être. Dans tous les cas, un travail sérieux a été mené et continue d'être mené, ce qui devrait remplir de joie les syndicalistes. Deux groupes de travail se penchent sur le panier de la ménagère et sur le transport aérien. Pour finir, l'Observatoire des prix et des revenus insiste sur le fait que le pouvoir d'achat augmente dans l'île, même s'il reste bas. Un tableau montre une augmentation avoisinant les 10% de pouvoir d'achat chaque année depuis 2003. La part de l'alimentaire dans le budget des familles a nettement dimi-

nué : 20% dans les ménages qui gagnent plus de 12.000 euros par an et 41% chez ceux qui gagnent moins de 3.000 euros par an. Dans le même temps, ce poste est celui qui augmente le plus (50% en 10 ans, 35% pour les services). Des chiffres qui ne traduisent pas le sentiment général de la population mais qui traduisent peut-être l'apparition de classes économiques et sociales dans la population avec des réalités différentes difficiles à estimer et à montrer sur des études macro-économiques généralistes.

GG

Agriculture

"Le riz n'est pas une plante aquatique"

Entrevue avec le frère Michel Hubert, environnementaliste co-fondateur de l'association "Tefy Saina" et Hamon Randriamahary, directeur de la Launanié Green University, qui forme des cadres en agro-écotourisme et en développement rural à Madagascar, de passage à Mayotte.

Alors que la crise alimentaire mondiale sévit et que les prix du riz continuent de flamber suite au passage du typhon Nargis en Birmanie il y a un mois, l'association malgache "Tefy Saina" ("Forger les esprits") tente de diffuser une méthode de riziculture qui permet de multiplier par au moins 5 les rendements. Exportée dans 32 pays, le SRI (Système de riziculture intensive) a été découvert il y a 25 ans mais seulement 3,5% des agriculteurs malgaches le pratiquent. La formation des riziculteurs demeure une priorité pour lutter contre la faim dans le monde, car plus de la moitié de la population mondiale dépend du riz pour s'alimenter.

Mayotte Hebdo : D'où vient le SRI et en quoi consiste-t-il ?

Frère Michel Hubert : Le SRI a été découvert par hasard au cours d'une sécheresse en 1983-1984. Le père Henri de Launanié formait des jeunes agriculteurs à Antsirabé et des contraintes de temps l'ont obligé à repiquer des plants de riz au bout de 15 jours au lieu de 21. A la multiplication des tiges, il a vu qu'il y avait 2 à 3 fois plus de rendement qu'avant. Il a fallu des années pour mettre au point la technique. Une publication intitulée "Modèle de tallage Katayama", du nom d'un chercheur japonais, en a apporté l'explication scientifique. L'association "Tefy Saina", créée en 1990, est la détentrice de cette trouvaille. Avant de mourir en 1995, le père de Launanié a publié le fruit de ses recherches en 1992 : il n'y a pas que la technique du repiquage des plants très jeunes, il y a aussi la culture à contre-saison, le plantage des rizières, la fumure naturelle, la conduite d'eau... Cette méthode utilise 50 fois moins d'eau, car on assèche au lieu d'inonder. Le riz n'est pas une plante aquatique : on produit plus quand ses racines respirent, en moyenne 5 fois, parfois même 10 fois plus ! Aujourd'hui, 32 nations ont adopté ce principe et Madagascar se retrouve dans la situation d'importer 200.000 tonnes de riz SRI de l'étranger !

MH : Pourquoi le SRI ne se développe-t-il pas à Madagascar ?
Hamon Randriamahary : Il ne se

développe pas car il n'y a pas suffisamment de centres de formation à Madagascar. Il n'y a que 4 lycées agricoles, dont 2 fonctionnent avec seulement 40 étudiants pour le pays tout entier, alors qu'il y a 20.000 étudiants au bac général. Il n'y a pas de place pour la formation agricole et rurale car elle est mal considérée par le gouvernement et par tous les organismes internationaux comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international qui ne lui accordent pas sa juste place. La formation agricole est pourtant un besoin fondamental de l'homme. Depuis la décolonisation, le système éducatif n'a pas changé : on n'a jamais formé de producteurs de nourriture. Le blocage de l'agriculture à Madagascar vient du système éducatif. Maintenant que c'est la crise alimentaire, on va devoir faire une formation agricole pour tous. La science agricole devrait être l'ABC de l'éducation.

MH : Pourquoi l'Etat malgache ne forme-t-il pas lui-même les agriculteurs à cette méthode ?

FMH : Les gens du ministère de l'Agriculture ne pouvaient pas croire s'être trompés sur la riziculture, car ils suivaient l'Irii (Institut international de recherches sur le riz, basé à Manille aux Philippines) qui étudiait le riz et ses moyens de production avec pour principe que le riz est une plante aquatique qui respire par ses feuilles. Le



Frédéric Guérin et Claire Chauvet (à droite), bénévoles de l'association "Opération SRI Madagascar", ont invité la semaine dernière le frère Michel Hubert et Hamon Randriamahary (à gauche), afin d'organiser une collecte de fonds pour l'association malgache "Tefy Saina".

père de Launanié disait tout le contraire. Il y a eu aussi une pression très forte des lobbys industriels pour utiliser des engrais, des pesticides et des fongicides, alors que le père de Launanié disait que c'était inutile. Cette pression vient des agronomes internationaux qui ne pensent qu'en terme d'agriculture conventionnelle. Aujourd'hui, il y a des milliards de dollars dépensés pour que Madagascar expérimente de nouveaux engrais chimiques sur son sol. **HR** : L'Etat ne prend pas cette initiative car il est plus préoccupé par la stabilité politique que par la situation de stabilité alimentaire. Il devrait être le premier à faire cette vulgarisation et cette formation. Il y a un manque de

conscience écologique et humanitaire, un désengagement de l'Etat. Mais on ne peut plus faire venir du riz d'Inde ou de Chine avec la hausse du prix du pétrole, et donc maintenant le gouvernement commence à s'y intéresser.

MH : Qu'est-ce que la Launanié Green University offre aux paysans malgaches ?

HR : L'université offre une formation pour toutes les catégories de gens, en agro-alimentaire, en alimentation saine et en éco-tourisme (arts ménagers). Nous formons d'abord des formateurs, c'est-à-dire des professeurs de lycées, collèges et écoles primaires, et des leaders d'associations rurales. Le SRI est la première chose à

apprendre. Il faut faire des rotations des cultures aussi, et donc cultiver aussi les autres productions de manière intensive. Il faut dépasser la monoculture, ne pas appliquer les méthodes agricoles du Nord qui ont une production cancérigène. Il faut en sortir et appliquer une méthode plus écologique dans les pays où elle n'est pas encore implantée.

Propos recueillis
par Julien Perrot

Vous pouvez vous renseigner sur www.srimadagascar.org et envoyer vos dons à l'adresse Opération SRI Madagascar - BP 790 - Kawéni - 97600 Mamoudzou.

Les rendements de la riziculture dans le monde

Aujourd'hui, la riziculture malgache n'est qu'à 2,1 t/ha alors que le SRI permet d'atteindre jusqu'à 24 t/ha !

1.	Inde (Andra Pradesh)	20 t/ha
2.	Chine	17,6 t/ha
3.	Sri Lanka	15,2 t/ha
4.	Cambodge	14 t/ha
5.	Indonésie	13,8 t/ha
6.	Philippines	13,5 t/ha
7.	Cuba	12,2 t/ha
8.	Bangladesh	9,5 t/ha
9.	Gambie	9,4 t/ha
10.	Népal	8 t/ha
11.	Inde (Tamil Nadu)	7,6 t/ha
12.	Sierra Leone	7,4 t/ha
13.	Birmanie	6,5 t/ha

Source : CIIFAD (Université Cornell - USA). Chiffres de 2005.

Les principaux pays producteurs de riz

90% des 600 millions de tonnes de riz produites chaque année dans le monde proviennent d'Asie méridionale et orientale. Seulement 4% sont exportés.

1.	Chine	167,62 Mt/an
2.	Inde	133,51 Mt/an
3.	Indonésie	51,85 Mt/an
4.	Bangladesh	38,06 Mt/an
5.	Viêt Nam	34,61 Mt/an
6.	Thaïlande	27 Mt/an
7.	Birmanie	21,9 Mt/an
8.	Philippines	15,35 Mt/an
9.	Brésil	10,22 Mt/an
10.	Japon	9,86 Mt/an
11.	Etats-Unis	9,03 Mt/an
12.	Pakistan	6,78 Mt/an
13.	Corée du Sud	6,07 Mt/an

Source : FAO. Chiffres de 2003.